

TOURISME À SKIKDA

Oued G'sob, une plage-pilote

La plage de Oued G'sob, relevant de l'APC de Filfila, a été choisie comme plage-pilote conformément aux nouvelles directives du ministère de l'Environnement et du Tourisme.

Au total, ce sont 14 plages-pilotes sur le territoire national qui vont être aménagées pour deux populations cibles : les estivalistes nationaux et les émigrés. En fonction des spécificités des 14 wilayas côtières et de leurs plages (écotourisme, urbaine, forte fréquentation), un plan d'action sera élaboré en vue d'assurer le confort et une meilleure prestation de service aux clients.

Placée sous le slogan «je préfère l'Algérie», la promotion de la destination «plages d'Algérie» est un programme visant à détourner les Algériens d'autres pays, notamment la Tunisie. Pour cela, des moyens matériels et humains seront déployés. Scindé en trois pôles régionaux, Est, Centre et Ouest, il se traduira par l'installation d'un chef de mission du pôle, placé sous la tutelle du Commissariat national du littoral et c'est à lui qu'échoit la tâche de définir les besoins pour chaque site.

Il aura également le profil d'ingénieur «pour pouvoir assurer en plus de la gestion des sites, la prise en charge des aspects de sensibilisation à la protection de l'environnement, de la propreté, de l'hygiène, de l'animation et de la sécurité», et sera secondé par des AAA, agents d'accueil et d'animation, «dont le profil doit correspondre aux particularités du site et aux activités proposées : éco-gardes,

moniteurs de plongée, moniteurs de ski, animateurs culturels...». A Skikda, le choix du site est à mettre à l'actif de la commission des préparatifs de la saison estivale élargie à l'exécutif de la wilaya. En tout temps convoité, Oued G'sob sera «propriété de l'Etat».

Le financement sera assuré dans sa totalité par la wilaya. Coût fixé actuellement, 900 millions de centimes, pouvant être revu à la hausse. Un BET a été désigné par l'Agence nationale de développement du tourisme pour délimiter la superficie concernée par l'aménagement et fixer le montant à déboursier en la circonstance.

Selon les prévisions, la plage-pilote sera prête le 25 mai. Sur la base du plan d'aménagement qui sera finalisé incessamment par le BET, les travaux verront la réalisation de bornes de fontaine en fonte, des accès multiples, un poste de secours avec présence de médecins et d'ambulances, des sanitaires, des vestiaires, cabines de déshabillage, douches, des postes pour la gendarmerie, organisation des emplacements de détente et un bureau d'accueil (chalet préfabriqué pour l'accueil, la gestion et l'animation...). Il y aura également l'installation de tracteur tamiseur, de barques et la dotation des agents en talkies-walkies.

L'accès au périmètre sécurisé sera gratuit et un espace sera cédé à un privé pour l'exploitation de la plage dans le cadre des concessions. La nouveauté résiderait dans le perfectionnement que revêtiront les travaux d'aménagement, car Skikda aurait été la pionnière en matière d'équipement des plages durant ces deux dernières années. En témoignent les

17 milliards alloués en la circonstance au titre des PSD et PCD. Pour cette saison estivale, il est prévu 1,5 milliard pour l'achèvement de ce qui reste à entreprendre. Disposant des commodités nécessaires (grande superficie s'étendant sur 52 000 m², accès existant, aire de stationnement adéquat, longeant une route à forte circulation...), la future plage-pilote a été ces dernières années l'abri de prédilection des tentes qui ont enlaidi le littoral skikdi impunément.

Peut-être que le glas a sonné pour elles ! Justement, lors des deux réunions des 7 et 20 avril, le wali a, encore une fois, malgré l'existence antérieure d'un arrêté de la Direction du tourisme stipulant l'interdiction d'implantation des tentes, instruit les services de sécurité, police et gendarmerie, d'éradiquer définitivement ce phénomène qui n'a que trop duré. Une décision bénéfique dans l'esprit de continuité de l'Etat, celui-ci accorde beaucoup d'intérêt aux concessions des plages. «On paye annuellement en moyenne 12 millions de centimes pour exploiter 5 000 m², souffrant le martyre pour garantir confort aux estivalistes, alors que d'autres implantent des tentes anarchiquement sur une superficie beaucoup plus grande, sans que la trésorerie de l'Etat en tire bénéfice», s'indigne le gérant d'une plage privée.

Il est vrai aussi que l'aspect répressif n'aurait touché que les concessions réglementées qui ont fait l'objet d'inspections périodiques de la part des instances compétentes et dont les gérants ont été déferés en justice pour défaut de registre du commerce.

Zaïd Zoheir

REQUÊTE DES INSUFFISANTS RÉNAUX À TIZI-OUZOU

La directrice de l'hôpital d'Azazga s'explique

Dans l'édition du 17 avril dernier, l'Association des insuffisants rénaux d'Azazga dont 51 malades, au lieu des 48 annoncés, suivent régulièrement leur cure à l'hôpital Meghrem-Lounès, exposait sa revendication d'une troisième position d'hémodialyse pour permettre à d'autres malades sans ressources ni assurance, orientés vers des centres privés faute de place dans les unités d'hémodialyse étatiques, de bénéficier d'une séance de 16h à 20h au niveau de l'unité thérapeutique d'hémodialyse d'Azazga.

La directrice de l'établissement, qui a reçu l'association mercredi 9 avril, affirme que ces options qui «relèvent du ressort exclusif de la tutelle sont prises en compte dans le cadre de la politique de santé du pays et de son programme national».

C'est dans cette perspective, indique-t-elle, que la wilaya de Tizi-Ouzou réceptionnera incessamment l'unité d'hémodialyse de l'hôpital de Ain-El-Hammam,

au sud-est de la wilaya. Cette structure accueillera ainsi tous les malades recensés au niveau des communes de l'est de Tizi-Ouzou dont l'évolution statistique est connue.

Ainsi, selon elle, ce nouveau centre soulagera tous les malades. La directrice de l'hôpital qui souligne par ailleurs «les louables efforts de la wilaya et de la DSP» et le rôle des cliniques privées dans la prise en

charge des pathologies, indique que la solution définitive réside dans l'adhésion au plan de greffe rénale national.

Revenant à la demande de l'association qui plaide pour une troisième position de 16h à 20h, l'oratrice, tout en indiquant que si le ministère lui demande de souscrire à cette démarche elle le fera, précise que cette requête telle que présentée ne tient pas compte des règles d'hygiène et des précautions entourant l'entretien et la stérilisation des machines, qui font que parfois la dernière séance se termine vers 19h.

Le lancement d'une troisième position achoppera par conséquent sur les contraintes nocturnes puisque celle-ci risque de se prolonger jusqu'au milieu de la nuit. La directrice évoquera également le manque

personnel de médical et paramédical.

Déclinant son programme d'action 2008, la responsable de l'hôpital qui dit tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de séjour des hémodyalysés, relève que le sol réalisé en 2005 risque de causer des problèmes de santé aux malades nécessitant ainsi son décapage dans le cadre de la lutte contre les infections nosocomiales.

Selon elle, 7 492 séances ont été réalisées depuis le 12 mars 2005 d'après le bilan 2007 au niveau de cette unité, animée, d'après elle, par une très bonne équipe, qui reçoit même des patients d'Adekhar dans la wilaya de Béjaïa, et des émigrés en vacances qui faxent leurs dossiers médicaux à l'hôpital et après avis favorable du service.

S. Hammoum

PROGRAMME DE LA SAISON ESTIVALE À BÉJAÏA

Le port en nette régression

Dures, dures, s'annoncent les prochaines vacances d'été pour nos immigrés qui ont l'habitude de transiter par le port de la capitale des Hammatites. L'ENTMV vient de rendre public son programme de desserte pour la saison en cours dans lequel 20 traversées ont été carrément supprimées par rapport à l'exercice précédent et 54 par rapport à 2006.

Avec un statut de port le plus lucratif de la région, cette structure se voit par cette nouvelle disposition de la Compagnie nationale de transport maritime, relégué dans une zone de turbulence cruciale. «Quel gâchis ! Quand on pense déjà aux milliers

de familles qui se bousculent devant les agences de voyage dans l'Hexagone, aux fins d'acquiescer un précieux billet pour rentrer au bled. Arrêtez cette mascarade», nous dira un agent de voyages, basé dans la banlieue parisienne, face à cette nouvelle programmation qui n'est autre que «méprisante».

Très étonné et en colère, celui-ci ajoutera : «Il n'y a même plus de places avant l'ouverture de la billetterie, c'est absurde non ? Nous sommes débordés par les appels des gens qui veulent un billet pour rentrer avec leurs familles à Béjaïa et ses environs, malheureusement nous ne pouvons même pas leur expliquer la situation.» L'ENTMV n'a programmé, pour les prochaines vacances, qu'une quarantaine de traversées depuis le port de Marseille vers Béjaïa, au lieu de la

soixantaine effectuée l'année précédente. Une nette régression est constatée par rapport à l'année 2006, où pas moins de 94 rotations ont été enregistrées sur le site en question : «On ne comprend plus ce recul, mais où va-t-on avec cette politique de deux poids deux mesures ? C'est clair, ils sont en train de saboter ce port et de pénaliser les citoyens, notamment les immigrés» clament les professionnels du tourisme local.

Pour rappel, pas moins de 33 026 passagers et 8 631 véhicules ont transité lors des vacances d'été 2007 par le port de la capitale des Hammatites, malgré les travaux qui ont été engagés par l'entreprise portuaire, qui ont manifestement perturbé les cours des opérations d'embarquement et de débarquement.

Kamel Gaci

A L'ÈRE DES
DISPOSITIFS D'EMPLOI
«NOUVELLE VERSION»Des files d'attente
interminables
devant la DAS
de Tiaret

Décidément, le transfert des dispositifs d'emploi — nouvelle version — de la Direction de l'emploi vers la direction de l'action sociale, n'a pas été sans encombrer le siège de cette dernière qui enregistre depuis plus d'un mois de longues queues humaines venues de tous les coins de la wilaya.

Contraints à une nouvelle inscription selon les nouveaux textes mis en application, les jeunes chômeurs avec ou sans diplômes se regroupent à longueur de journée devant les portes de la DAS à l'effet de déposer leurs dossiers et espérer recevoir la fameuse convocation. Même si l'administration a aménagé une salle spéciale dotée de plusieurs bureaux avec la mobilisation de tout son personnel pour faire face à la grandissime demande de la masse juvénile locale, les conditions de travail restent en revanche difficiles. Un constat qui s'explique, selon M. Khaled Benhamouda, premier responsable de ce secteur, par un manque notable de moyens humains et matériels.

Le même directeur avait indiqué que sur les 8 000 jeunes entre universitaires et techniciens supérieurs recensés auparavant par la Direction de l'emploi, près de 5 500 se sont inscrits à ce jour au titre du dispositif prime d'insertion des diplômés (PID), alors que les postes d'emploi disponibles sont de l'ordre de 1 400 seulement. Idem pour la formule prime d'activité d'insertion sociale (PAIS), qui connaît, elle aussi, un afflux interminable et dont l'opération d'inscription se poursuit au niveau de la DAS.

Par ailleurs, notons la présence remarquée au niveau de la DAS de jeunes ayant tenté illégalement des traversées maritimes pour rejoindre l'autre rive de la Méditerranée. Ces derniers, en nombre grandissant, et certainement éblouis par la rumeur quant à l'octroi en leur faveur d'indemnité «sans contrepartie», ne cessent de se pointer quotidiennement devant les portes de la DAS pour satisfaire leur curiosité quant à la véracité de la bonne nouvelle.

La fausse information s'est répandue, rappelés-le, à la vitesse de l'éclair, au lendemain de la visite du ministre de la Solidarité nationale à Tiaret, il y a deux semaines, rumeur démentie par le directeur de l'Action sociale sur les ondes de la radio locale. La mise en application des nouveaux dispositifs d'emploi a été mal interprétée sous l'effet de la rumeur faisant état que tous les chômeurs auront droit à une prime de 8 000 DA. «C'est une information sans fondement et dénuée de tout sens», devait-il préciser.

Mourad Benameur

INSPECTION VÉTÉRINAIRE
DE RELIZANESix cas de rage
canine enregistrés

La campagne de vaccination contre la clavelée, la fièvre aphteuse et la rage bovine a bel et bien commencé à travers les 38 communes que compte la wilaya de Relizane.

Pratiquement tous les vétérinaires privés conventionnés ont été mobilisés pour la vaccination de 450 000 ovins contre la clavelée et 25 000 bovins contre la fièvre aphteuse et la rage bovine, selon l'inspection vétérinaire de la wilaya, relevant de la Direction des services agricoles (DSA).

Cette campagne de vaccination, assurée par l'inspection vétérinaire de wilaya, a pour but de préserver le cheptel ovin et bovin des maladies telles que la clavelée, la fièvre aphteuse et la rage bovine. L'opération a démarré dans la wilaya, comme le confirme un cadre de l'inspection vétérinaire, où six cas de rage canine ont été décelés durant le premier trimestre 2008.

A. Rahmane